

## Le nucléaire en France : pour ou contre ?



La France, ainsi que les autres pays développés, se trouve dans une période de crise climatique et doit faire face aux changements alarmants de température et au dérèglement climatique observés depuis quelques années déjà. La question de l'utilisation massive du nucléaire, qui représente en effet près de 75% de la production électrique, se pose alors.

Faut-il fermer définitivement le parc nucléaire français, dans le but de mettre en place une transition énergétique plus que nécessaire? C'est la question que se posent deux collectifs en s'affrontant dans deux tribunes du journal *Le Monde* publiées le 15 novembre, quelques jours avant la programmation pluriannuelle de l'énergie (qui a eu lieu de 27 novembre), durant laquelle la stratégie française pour l'énergie et le climat a été présentée.

Le premier collectif est constitué de chercheurs et d'activistes tels que Anne Bringault, coordinatrice des ONG et des associations de protection de l'environnement sur la transition énergétique, Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace France, ou encore Bernard Laponche, physicien nucléaire.

Le deuxième est essentiellement constitué de spécialistes du climat et de l'énergie comme François-Marie Bréon, directeur adjoint du laboratoire des sciences du climat et de l'environnement de l'Institut Pierre-Simon Laplace, Valérie Faudon, cofondatrice du collectif d'associations Nuclear for Climate, ou encore Jean-Marc Jancovici, président du think tank The Shift Project (une association française de lutte contre le dérèglement climatique).

Ces deux collectifs confrontent donc leurs points de vue, le premier étant contre le nucléaire et le second pour, chacun présentant ses arguments et solutions pour des transformations « majeures » et « indispensables » concernant l'utilisation des différentes énergies en France et en Europe.

Dans la première tribune, le collectif de chercheurs et d'activistes s'adresse directement au président de la République Emmanuel Macron. Il demande l'annonce de la fermeture des réacteurs nucléaires d'ici à la fin du quinquennat dans la programmation pluriannuelle de l'énergie, qui ne peut selon lui être encore reportée (le ministre de la transition écologique et solidaire François de Rugy annoncera quelques jours plus tard vouloir fermer progressivement certains réacteurs dans les prochaines années et ramener la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50% d'ici 2035).

Le collectif insiste sur la « situation de risque permanent d'accident nucléaire ». Selon lui l'accumulation de nombreuses anomalies détectées sur les réacteurs (plus de 1000 anomalies détectées sur les cinquante-huit réacteurs), de pièces non conformes aux normes et de manquements à la sécurité des centrales auraient pour conséquences un haut risque d'accident nucléaire, et mettraient en danger la population française. De plus, les déchets nucléaires sont stockés dans des piscines se trouvant dans des bâtiments ne bénéficiant d'aucune protection particulière, ce qui montre que l'on ne sait pas quoi faire de ces déchets qui sont pourtant très dangereux.

Sur le pan légal, l'Etat français n'aurait pas le droit de continuer à exploiter certains réacteurs ayant atteint « l'âge limite d'exploitation pour lesquels ils ont été conçus » sans l'avis de l'ASN, l'Autorité de sûreté nucléaire.

Le collectif dénonce aussi le fait que l'utilisation en masse du nucléaire empêche à d'autres énergies comme les énergies renouvelables de se développer, ne pouvant exister « qu'à la marge » tant que le nucléaire occupera une place aussi importante dans la production électrique. Il bloquerait et ralentirait ainsi la transition énergétique non seulement française, mais aussi européenne puisque les autres pays continueraient d'utiliser le charbon et autres énergies fossiles au détriment des énergies renouvelables.

Ainsi, le collectif lance un appel au secours à Emmanuel Macron en le suppliant de ne pas « répéter les mêmes erreurs » que ses prédécesseurs. La seule manière de sauver la France et l'Europe d'un dérèglement climatique qui pourrait avoir des conséquences désastreuses sur la planète serait ainsi de maîtriser la consommation d'énergie en arrêtant définitivement le nucléaire pour se focaliser sur des énergies durables et renouvelables.

Le second collectif présente un avis diamétralement opposé à au premier ; l'arrêt du nucléaire est en effet selon lui impensable en cette période d'urgence climatique. Son objectif principal est de se débarrasser des énergies fossiles qui sont la principale cause du dérèglement climatique. L'évolution inquiétante de la température de la planète devrait faire réagir les pays d'Europe utilisant massivement le charbon, responsable à lui tout seul de près d'un tiers des émissions de CO2 planétaires. Il nous est expliqué dans la tribune que supprimer le charbon dans la production électrique est impossible sans énergie nucléaire, qui est quant à elle une énergie bas carbone (c'est-à-dire qu'elle n'entraîne que de faibles émissions de CO2).

Le combat contre le nucléaire engagé dans la première tribune est en fait ici un combat contre les énergies fossiles (et en particulier le charbon) qui seraient le problème majeur en France et en Europe concernant l'urgence climatique.

Le collectif se défend contre les inquiétudes qui peuvent se manifester concernant la sécurité des centrales nucléaires en expliquant que les risques d'accident nucléaire sont moindres comparés au risque d'un chaos climatique planétaire dont les conséquences seraient « irréversibles ».

Il souligne aussi le fait que la France a adopté la bonne attitude vis à vis des énergies en passant de « l'empilement » à la « substitution ». En effet, à l'inverse de nombreux pays tels que l'Allemagne ou le Japon, elle a su largement réduire ses émissions dans la production électrique en alliant le nucléaire à l'hydroélectricité.

L'arrêt du nucléaire a été synonyme d'augmentation d'émission de gaz à effet de serre pour d'autres pays, erreur qu'il faut, selon le collectif, éviter à tout prix.

Cette seconde tribune pointe ainsi du doigt le fléau que sont les énergies fossiles pour la planète, et, contrairement à la première, souligne le fait que « l'urgence n'est pas de substituer les renouvelables électriques au nucléaire ». Il serait en effet de mon point de vue insensé de fermer toutes les centrales nucléaires qui sont la source d'une énergie « décarbonée », bien moins dangereuse sur le long terme que le charbon. La sécurité des centrales ainsi que le problème des déchets nucléaires restent des questions à résoudre, mais s'assurer de l'avenir de notre planète est bien trop important pour se permettre de négliger une énergie telle que le nucléaire.

**Aliénor Plumel (1ES1), 30 novembre 2018**